



Les manifestations de rappelés de la guerre d'Algérie à Grenoble.

Mars 1956, voilà plus d'un an qu'a débuté la guerre d'Algérie. Élu président du conseil, suite à une campagne de la gauche pour « la paix en Algérie », le socialiste Guy Mollet devient rapidement partisan d'une politique de « maintien de l'ordre ». Le 12 mars, son gouvernement obtient du parlement les pouvoirs spéciaux, lui permettant de prendre « toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre ». Les communistes, opposés depuis le début à la guerre, votent eux aussi en faveur de cette mesure, afin de préserver l'unité de la gauche. Ils plongent ainsi dans l'incompréhension de nombreux militants communistes qui ne comprennent pas cette légitimation de la répression en Algérie. Un mois plus tard, le conseil des ministres ordonne le rappel des disponibles : les jeunes gens ayant déjà accompli leur service militaire, et libérés depuis 18 mois sont rappelés sous les drapeaux. Il s'agit de doubler le nombre de soldats français sur le sol algérien. La guerre d'Algérie fait véritablement irruption dans la vie des français. À Grenoble, le préfet écrit au ministre de l'Intérieur : « La question algérienne reste évidemment la préoccupation presque unique de la population ».

Partout en France, cette mesure va donner lieu à des protestations : manifestations, refus de monter dans les trains, blocage des trains par les familles... Ces mouvements sont généralement soutenus par les sections locales des partis communistes, mais non sans quelques ambiguïtés. Il faut dire que la position du PC national n'est pas bien claire. Partisan de la paix en Algérie, il ne s'est jamais prononcé pour l'indépendance (sous prétexte que l'Algérie serait une « nation en formation », qui ne serait pas encore prête à se prendre en charge). Et puis surtout Thorez, secrétaire général du PCF, a déclaré au début de la guerre : « Le soldat communiste part à toute guerre, même à une guerre réactionnaire, pour y poursuivre la lutte contre la guerre. Il travaille là où il est placé ». Hors de question donc que les communistes refusent d'aller à la guerre.

Depuis quelques années déjà à Grenoble, les idées anticolonialistes gagnent les milieux étudiants et intellectuels. La section grenobloise de l'UNEF est l'une des premières à prendre partie en faveur de la paix en Algérie. Dans les milieux politiques, à côté des communistes (PC, CGT et tous les groupes satellites du PC) traditionnellement opposés à la colonisation, apparaissent alors ceux que les RG qualifient de « chrétiens progressistes ». Mais c'est surtout dans des associations de solidarité avec les peuples nord-africains que se mêlent les militants anticolonialistes français et algériens. Les liens avec le FLN grenoblois, né en 56 d'une scission des organisations communistes, s'amenuisent petit à petit, car les militants français sont mis mal à l'aise par les méthodes violentes qu'emploie le FLN. C'est dans ce contexte qu'à partir d'avril 1956 émergent en Isère des protestations contre le rappel des disponibles. Des comités contre la guerre ont fleuri un peu partout, souvent à l'initiative des communistes ou des chrétiens de la nouvelle gauche, et les protestations se font de plus en plus nombreuses. Pour le seul mois de mai, les RG recensent pas moins de 18 manifestations, blocages de trains... en Isère. Cette agitation culmine à Grenoble, le 18 mai 1956.

« On avait appris qu'un train de rappelés devait arriver en gare de Grenoble en début de soirée, le 18 mai, vers 18h30. C'est pour ça que le comité d'organisation avait appelé à un rassemblement devant la gare à ce moment là » raconte Ezio Goy, ouvrier qui milite à l'époque aux Jeunesses Communistes. L'appel est lancé par le « Comité des jeunes pour une solution pacifique au problème algérien », organisation satellite du parti communiste. La section grenobloise du PCF et la CGT-jeunes se joignent à l'appel. Des milliers de tracts

sont distribués dans les usines.

Vers 18 heures, quelques centaines de personnes se rassemblent devant la gare SNCF de Grenoble, puis investissent les quais et les rails, bloquant entièrement la circulation des trains. Un important dispositif policier avait été mis en place, et les grenades lacrymogènes délogent les manifestants qui répondent à coup de pierres. Ils refluent alors vers la rue Nicolas Chorier, puis vers le quartier de l'Aigle, et continuent de bloquer, à plusieurs niveaux, les voies des trains à l'aide de matériel de chantier. A l'époque, plusieurs passages à niveau coupent les rues grenobloises. De violents affrontements s'engagent avec les forces de l'ordre. C'est la sortie des ateliers, et le nombre de manifestants augmente rapidement, ainsi que la violence des combats. Dans son rapport au ministère de l'intérieur sur la situation de mai, le directeur des Renseignements Généraux écrit : « Un millier de manifestants, dont 300 formés en véritable groupes d'assaut ont arrêté le trafic SNCF au sud de la gare et lapidé brutalement le service d'ordre de 18h47 [sic] à 23h30 ». Il poursuit : « Les événements du 18 mai à Grenoble ont parfois pris un véritable caractère d'émeute localisée, tant était flagrante la violence des attaquants lapidant le service d'ordre avec une audace grandissante et une technique sans cesse accrue, les manifestants trouvant le long des ballasts un inépuisable ravitaillement de projectiles... »

« Un millier de manifestants, dont 300 formés en véritable groupes d'assaut ont arrêté le trafic SNCF au sud de la gare et lapidé brutalement le service d'ordre de 18h47 [sic] à 23h30 ».

Beaucoup des manifestants présents n'ont jamais été appelés sous les drapeaux. Ils sont venus par solidarité avec des copains qui doivent partir, et parce qu'ils savent que ce sera bientôt leur tour. Parmi les rappelés, une bonne partie, constituée principalement de communistes et de chrétiens progressistes, sont fermement opposés à une guerre coloniale. Des cris « Paix en Algérie ! » « Non à la Guerre » se font entendre. D'autres en revanche ne s'intéressent pas vraiment à la guerre, et refusent tout simplement de devoir partir alors qu'ils viennent de se marier, de trouver du travail...

Des signaux et du matériel de la SNCF sont détruits. Vers 21 heures une grue de chantier est renversée sur les voies. Le train qui partait pour Chambéry fait marche arrière et retourne en gare de Grenoble. Un train en provenance de Chambéry est lui aussi stoppé. Le train pour Paris ne peut pas démarrer, et des trains devant transiter par Grenoble sont détournés de leur itinéraire. Les voitures, dont certaines sont endommagées par les affrontements, sont bloquées à leur tour et de gros embouteillages se forment dans les rues voisines. Le Daubé fait état de grosses grenades fumigènes lancées par les manifestants sur les forces de police, « jetant l'émoi dans la population ». Il s'agit en fait des grenades offensives lancées par la police, et qui coûtèrent une jambe à l'un des manifestants. Des sabotages de signalisation ont lieu dans les gares voisines, notamment celle de Voreppe. Du ciment prompt est coulé dans une aiguille commandant les voies de Gap et de Chambéry. Pour prévenir d'autres actes de ce genre, une partie des forces de l'ordre se replie sur la gare de Grenoble. Relativement dépassée, la police doit faire appel à des renforts de Lyon et de Bourgoin-Jallieu, qui arrivent petit à petit. Les affrontements se poursuivent, avec leur lot de blessés et d'arrestations. Vers minuit la police parvient enfin à disperser les manifestants. Place maintenant au nettoyage. Le préfet est obligé de réquisitionner une compa-

gnie du génie militaire pour débayer les voies et rétablir la circulation des trains pendant la nuit. Ironie de l'Histoire, le train de ce soir ne comporte aucun rappelé...

On dénombre 51 arrestations et une cinquantaine de blessés chez les manifestants, dont certains le sont gravement. Un manifestant a notamment eu un pied arraché par une grenade offensive. Du côté de la police, Le Daubé dénombre 73 blessés, dont 3 officiers de police. Le lendemain, une instruction est ouverte contre la section locale du PCF, la CGT jeunes et le comité des jeunes. 3 personnes sont condamnées à de la prison, et 7 étrangers impliqués dans la manifestation sont expulsés. Le PC local ne s'attendait pas à une manifestation si violente. Accusé de sabotage dans Le Daubé, qui évoque « une savante organisation préméditée », le PC dément fermement dans son journal local. D'après le directeur des RG : « Les incidents autour des rappels ont vivement inquiété la population, et il n'est pas jusqu'à des communistes qui aient pensé que l'affaire était tout de même allée un peu loin, si loin que les dirigeants du PCF ont mis les déprédations sur le compte « d'agents provocateurs » censés avoir également lapidés le service d'ordre ».

Après le 18 mai, quelques manifestations ont encore lieu en Isère, mais les RG notent une diminution de leur intensité. Petit à petit, les disponibles reçoivent leur ordre de rappel et partent pour l'Algérie. D'après le préfet : « Les manifestations redeviennent calmes, mais les trains sont bloqués par l'usage systématique du signal d'alarme, ce qui rend le travail du service d'ordre particulièrement délicat ». Tant bien que mal, les trains arrivent tout de même à destination. Au final, quasiment aucun rappelé ne refuse de se soumettre et de partir. Ceux qui le feront, ne seront pas soutenus, ou seulement du bout des lèvres par le Parti Communiste. Le mouvement des rappelés aura buté entre autres sur l'absence de soutien massif de la part de la population et des partis politiques. Il n'en représente pas moins la première forme d'insoumission à la Guerre d'Algérie. En cela, il a marqué et parfois été un élément déclencheur, pour la poignée de personnes qui dénoncera la torture et prendra fait et cause pour l'indépendance algérienne, en s'engageant notamment dans les réseaux de soutien au FLN.

Le journaliste Jean-Marie Boeglin explique : « J'ai couvert toutes les manifestations de rappelés. Je me suis baladé dans la France entière. [...] J'ai vu à Grenoble le béton coulé dans les aiguillages. La presse n'en parlait pas. Je pondais des papiers de 400 lignes, il en paraissait à peine quarante. Personne ne voulait partir. C'était terrible de constater que le mouvement ouvrier réagissait aussi peu à une protestation de cette ampleur. Pour moi, le printemps 56 fut déterminant ». Un an après, il commençait à travailler pour le FLN et à organiser le réseau lyonnais de soutien au FLN

Principales sources :

Archives du Dauphiné Libéré, du Monde, des Allobroges. Archives du cabinet du préfet de l'Isère.
T. Quemeneur, « réfractaires dans la guerre d'Algérie », in J.C. Jauffret et M. Vaissie, Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie, 2001, éd. Complexe.
P. Rotman, B. Tavernier, La guerre sans nom, Les appelés d'Algérie 54-62, 1994, Point Actuels (témoignage d'appelés et de rappelés de la région grenobloise).
Hamon H., Rotman P., Les porteurs de valises, 1982, Point Histoire.
Emprin G., « Militants de la décolonisation en Isère » in R. Branche et S. Thénault, La France en Guerre 1954-1962.
Buton F., « Quand les disponibles ne veulent pas l'être. Le « mouvement des rappelés » pendant la guerre d'Algérie. », disponible sur son site internet.